

# AVIS D'APPEL D'OFFRES

**REFERENCE : CD-CRS-2026-01**

**ACCORD-CADRE D'UN AN**

**APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE TRANSPORT ROUTIER**

**CRS – TCHAD**

## **A. INFORMATIONS GÉNÉRALES**

### **1. INTRODUCTION**

Catholic Relief Services (CRS) est une organisation humanitaire et de développement internationale qui fournit une aide humanitaire d'urgence et des programmes d'assistance à plus de 14,2 millions de bénéficiaires dans le monde. CRS a commencé à œuvrer auprès des communautés dans le besoin au Soudan en 1978. Après s'être installée dans ce qui est aujourd'hui le Soudan du Sud en 1982, l'organisation a rouvert ses bureaux au Soudan en 2004. En collaboration avec des partenaires locaux et internationaux, CRS met en œuvre des programmes et intervient activement lors de crises, soutient dans l'assistance des populations après un conflit et promeut la résilience à long terme.

Dans le cadre de ses opérations d'urgence dans les régions orientales et les zones transfrontalières avec le Soudan, CRS lance un avis d'appel d'offres pour un accord-cadre d'un an pour la fourniture de services de transport routier.

Le présent appel d'offres (AO) est lancé par le programme pays de CRS au Soudan pour la fourniture de services de transport routier entre les **PDP, les FDP** et les bureaux de terrain. Les prestataires de services de transport éligibles doivent soumettre les documents suivants :

- Profil de l'entreprise
- Proposition technique
- Proposition financière (Annexe 1)
- Licence commerciale valide au Tchad
- Certificat d'immatriculation valide dans le pays d'exploitation
- Attestation du Numéro D'identification Fiscal (NIF)
- Attestation d'assurance responsabilité civile des véhicules
- Plan de localisation de l'entreprise
- Preuve d'expérience antérieure dans un secteur d'activité similaire
- Lettres de recommandation dans un secteur d'activité similaire
- Relevé bancaire de l'entreprise pour les douze derniers mois
- Garantie de soumission au nom de Catholic Relief Services
- Annexe A : Demande de propositions
- Annexe B : Exemple signé du Code de conduite des fournisseurs de CRS
- Annexe C : Conditions générales
- Annexe D : Cahier des charges

CRS se réserve le droit de modifier les quantités ou d'annuler/rejeter toute offre, en tout ou en partie, sans avoir à se justifier. Les soumissionnaires ne doivent se livrer à aucune pratique corrompue, frauduleuse, collusoire, coercitive ou obstructive, notamment en soumettant des offres sous plusieurs noms/sociétés et en sollicitant ou acceptant des gratifications, des faveurs ou tout autre avantage financier de la part d'autres parties à ce marché, y compris CRS. Toute offre d'un soumissionnaire impliqué dans de telles pratiques pourra être rejetée. Le prix le plus bas ne sera pas le seul critère de sélection ; la qualité, la capacité financière et l'expérience antérieure seront également prises en compte.

La politique de CRS exige que ses employés, soumissionnaires, fournisseurs, partenaires et leurs sous-traitants respectent les normes d'éthique les plus élevées lors de la passation et de l'exécution des contrats. Tous les soumissionnaires doivent établir des normes de conduite écrites relatives aux conflits d'intérêts et régissant les actions de leurs employés dans le cadre de leurs obligations. Tous les soumissionnaires sont tenus de déclarer tout conflit d'intérêts, réel ou apparent, dans leur lettre de présentation de l'offre. Si le soumissionnaire possède une société mère, une filiale ou une société affiliée, il doit également établir des normes de conduite écrites relatives aux conflits d'intérêts organisationnels. Un conflit d'intérêts organisationnel signifie que, du fait de ses relations avec une société mère, une filiale ou une société affiliée, le soumissionnaire est dans l'incapacité, ou semble l'être, d'être impartial dans le cadre d'une procédure d'achat impliquant une entité liée.

Conformément à cette politique, CRS définit, aux fins de la présente disposition, les termes énoncés ci-dessous comme suit :

- La corruption consiste à offrir, donner, recevoir ou solliciter, directement ou indirectement, tout avantage ou avantage afin d'influencer indûment les actions d'une autre partie.
- La fraude consiste en tout acte ou omission intentionnel, y compris une fausse déclaration, qui, sciemment ou par imprudence, induit en erreur ou tente d'induire en erreur une partie afin d'obtenir un avantage financier ou autre, ou de se soustraire à une obligation.
- La collusion est un accord entre deux ou plusieurs parties visant à atteindre un but illégitime, notamment à influencer indûment les actions d'une autre partie.
- La coercition consiste à porter atteinte, directement ou indirectement, aux droits ou aux biens d'une partie ou à ses intérêts, ou à menacer de le faire, afin d'influencer indûment ses actions.
- L'obstruction consiste à (a) détruire, falsifier, altérer ou dissimuler délibérément des éléments de preuve essentiels à une enquête, ou à faire de fausses déclarations aux enquêteurs afin d'entraver de manière significative toute enquête portant sur des allégations de corruption, de fraude, de coercition ou de collusion ; et/ou menacer, harceler ou intimider toute partie pour l'empêcher de divulguer ses connaissances sur

des questions pertinentes à l'enquête ou de poursuivre l'enquête; ou b) actes destinés à entraver matériellement l'exercice de l'inspection et de l'audit.

## **2. Date limite de soumission des offres**

La date limite de soumission des propositions est fixée **au 6 avril 2026 à 16h00** (heure normale du Tchad, GMT+1). Il incombe aux soumissionnaires de s'assurer que leurs offres sont reçues conformément aux instructions ci-après. Les propositions reçues après la date et l'heure limites ne seront pas prises en compte par CRS. Si votre organisation rencontre des difficultés pour élaborer ou soumettre sa proposition, veuillez contacter l'unité des achats de CRS Soudan par courriel à l'adresse [Sudan.RFGS@crs.org](mailto:Sudan.RFGS@crs.org) ou vous rendre dans les locaux de CRS du lundi au vendredi, du **18 mars au 6 avril 2026 inclus**. Les bureaux de CRS seront fermés les week-ends et jours fériés au Tchad.

- 1) B.P 95 N'Djamena, Quartier Sabangali, Rue 2.018 – Tchad ou
- 2) Bureau CRS -Abéché situé uniquement en face de la Commune du 1er Arrondissement Abéché, Avenue Maréchal Idriss Deby Itno.

## **3. Date limite de dépôt du devis et modalités de soumission**

Toutes les propositions doivent être reçues soit par voie électronique uniquement à l'adresse courriel mentionnée ci-dessous, soit sous forme papier scellée à l'adresse indiquée ci-dessous au plus tard le :

**Date** : Lundi 6 avril 2026

**Heure** : 16 h 00 (GMT+1, heure normale du Tchad)

Toute offre doit être accompagnée d'une garantie de soumission d'un montant de 1 650 000 francs CFA (un million six cent cinquante mille francs CFA). Seul un ordre de paiement émis par une banque reconnue sera accepté. Les cautions d'assurance ne sont pas acceptées. La garantie de soumission doit être fournie au nom de Catholic Relief Services.

### **Adresse de dépôt des offres**

**Tender N°. CD-CRS-2026-01**

## **APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE TRANSPORT ROUTIER**

### **a. Soumission des devis par les services de messagerie :**

Les offres/propositions soumises par coursier ne seront pas acceptées pour le présent appel d'offres. Seules les offres/propositions déposées en personne ou soumises par voie électronique seront acceptées au bureau de CRS à l'adresse suivante :

- 1) B.P 95 N'Djamena, Quartier Sabangali, Rue 2.018 – Tchad ou

2) Bureau CRS -Abéché situé uniquement en face de la Commune du 1er Arrondissement Abéché, Avenue Maréchal Idriss Deby Itno.

**b. Soumission de la proposition à une adresse électronique sécurisée :**

Vous pouvez soumettre votre offre uniquement par courriel à l'adresse : [tenders.sudan@crs.org](mailto:tenders.sudan@crs.org). Toute autre adresse électronique entraînera la disqualification du soumissionnaire.

**Objet : APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE TRANSPORT ROUTIER**

**Réf. : CD-CRS-2026-01**

Votre courriel ne doit pas dépasser 10 Mo. CRS se réserve le droit de refuser les documents partagés via Google Drive ou tout autre lien. Tous les documents doivent être joints au courriel. Veuillez indiquer dans l'objet du message la référence de l'appel d'offres ci-dessus. Les propositions techniques et financières doivent être soumises dans des dossiers distincts, en incluant la référence de l'appel d'offres. Les courriels envoyés à [tenders.sudan@crs.org](mailto:tenders.sudan@crs.org) sans mention de la référence de l'appel d'offres dans l'objet risquent de ne pas être pris en compte.

Le devis reste valable pendant **90 jours** après la date de clôture fixée par CRS. Un devis valable pour une période plus courte pourra être rejeté comme non conforme. Les prix acceptés pendant cette période seront considérés comme fermes et définitifs pour la commande ou l'accord qui en résultera.

CRS attribuera ce marché par le biais d'une offre totale ou partielle. Le fournisseur s'engage à accuser réception du bon de commande selon les modalités prévues lors de l'attribution, conformément aux conditions générales énoncées aux présentes et pour le montant convenu.

**4. Exigences**

Pour être jugée recevable, une offre doit satisfaire aux exigences générales ci-dessous.

#	Exigences
1	Les entreprises ou organisations, qu'elles soient à but lucratif ou non lucratif, doivent être légalement autorisées à exercer leurs activités au Tchad et à fournir leurs services au Tchad dès l'attribution du contrat.
2	A rempli ses obligations en matière de paiement des impôts gouvernementaux et possède un certificat d'immatriculation valide, une inscription fiscale et tout autre permis/licence d'exploitation légal lui permettant de travailler au Tchad en général.
3	Ne se trouvent pas dans des situations de conflit d'intérêts (par exemple, avec une relation familiale ou une relation d'affaires avec des parties chez CRS).

4	<p>Ne figurent sur aucune liste de sanctions publiée par le gouvernement des États-Unis d'Amérique (USG), les Nations Unies (ONU) ou l'Union européenne (UE), comme indiqué ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Site web du Système de gestion des attributions (SAM), anciennement connu sous le nom de Système de listes de parties exclues (EPLS) : <a href="https://www.sam.gov">https://www.sam.gov</a></li> <li>• Site web du Comité des sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU), établi par la résolution 1267 (1999) du CSNU (le « Comité 1267 ») : <a href="http://www.un.org/sc/committees/1267/aq_sanctions_list.shtml">http://www.un.org/sc/committees/1267/aq_sanctions_list.shtml</a></li> <li>• Liste des ressortissants spécialement désignés et des personnes bloquées de l'Office de contrôle des avoirs étrangers (OFAC) : <a href="https://www.treasury.gov/ofac/downloads/sdnlist.pdf">https://www.treasury.gov/ofac/downloads/sdnlist.pdf</a></li> <li>• Liste des sanctions de l'UE : <a href="https://www.sanctionsmap.eu">https://www.sanctionsmap.eu</a></li> </ul>
---	---

#### **4.1 Documents requis pour la proposition**

##### **4.1.1 Lettre de motivation et annexes**

La lettre d'accompagnement des soumissionnaires doit inclure les informations suivantes :

- i. Nom de l'entreprise ou de l'organisation
- ii. Type d'entreprise ou d'organisation
- iii. Adresse au Tchad
- iv. Numéro de téléphone au Tchad
- v. Adresse électronique
- vi. Noms complets des membres du conseil d'administration et du représentant légal (le cas échéant)
- vii. Déclaration de tout conflit d'intérêts, réel ou apparent

Les soumissionnaires doivent joindre les documents d'entreprise valides et certifiés suivants :

- i. Licence commerciale valide au Tchad
- ii. Certificat d'immatriculation valide délivré par le ministère des Transports routiers
- iii. Certificat d'immatriculation fiscale valide
- iv. Attestation d'assurance des véhicules
- v. Plan de localisation de l'entreprise

##### **4.1.2 Propositions techniques et financières**

La proposition administrative, technique et financière sert à déterminer quelles propositions représentent le meilleur service et le meilleur rapport qualité-prix et peut servir de base à la négociation avant l'attribution d'un contrat.

Voir la section 8.1 pour les exigences relatives à l'évaluation administrative.

Voir la section 8.2 pour les exigences relatives à l'évaluation technique.

Voir la section 8.3 pour les exigences relatives à la proposition financière.

Les informations financières ne doivent en aucun cas figurer dans la proposition technique. Aucun prix, qu'il s'agisse des livrables ou des éléments de ligne, ne doit y être inclus. Les informations financières doivent exclusivement figurer dans la proposition financière.

## **5. Liste chronologique des événements liés à la proposition**

Le calendrier ci-dessous récapitule les dates importantes de la procédure d'appel d'offres. Les soumissionnaires doivent impérativement respecter ces échéances.

- **Publication de l'appel d'offres** : 18 mars 2026
- **Questions et réponses** : Veuillez les soumettre avec l'objet « Q&R – Fourniture de transport routier » avant le 31 mars 2026 à 16 h 00, heure du Tchad, à l'adresse [Sudan.RFGS@crs.org](mailto:Sudan.RFGS@crs.org). Les questions sans objet ne seront pas prises en compte.
- **Date limite de soumission des propositions** : 6 avril 2026 à 16 h 00, heure normale du Tchad.

Les dates indiquées ci-dessus peuvent être modifiées à la seule discrétion de CRS. Toute modification fera l'objet d'un amendement au présent appel d'offres et sera envoyée par courriel, en copie cachée, à tous les soumissionnaires ayant demandé le présent appel d'offres.

## **6. Questions relatives à l'appel d'offres**

Veuillez soumettre toutes vos questions relatives à l'appel d'offres par écrit, en envoyant un courriel à [Sudan.RFGS@crs.org](mailto:Sudan.RFGS@crs.org) et en respectant les consignes ci-dessus. Les questions dont l'objet est omis ne seront pas prises en compte. Toutes les questions recevront une réponse par courriel, en copie cachée, à tous les soumissionnaires ayant demandé l'appel d'offres.

## **7. Période de validité**

Les propositions des soumissionnaires doivent rester valides pendant 90 jours calendaires après la date limite de dépôt des propositions.

## **8. Évaluation et fondement de l'attribution**

Le contrat sera conclu avec le ou les soumissionnaires dont la proposition sera jugée conforme au présent appel d'offres. CRS utilisera la réponse du ou des soumissionnaires à l'appel d'offres et au cahier des charges pour déterminer le service le plus adapté et le meilleur rapport qualité-prix. Chaque proposition sera donc évaluée selon les critères d'évaluation administratifs et techniques énoncés ci-dessous. Lors de l'élaboration de leur proposition technique, les soumissionnaires devront accorder une attention particulière aux points suivants. CRS évaluera les offres reçues et attribuera le contrat en fonction de leur faisabilité technique et financière.

### 8.1 Évaluation administrative

Toute offre doit satisfaire aux exigences administratives avant d'être prise en compte pour l'évaluation technique et financière. Les offres jugées non conformes sur le plan administratif pourront être rejetées. Les documents énumérés ci-dessous doivent être joints à votre offre/proposition technique.

#	Annexe #	Document	Instructions
1	Annexe 1	Liste de prix / Proposition financière	Remplir intégralement, signer et cacheter. <b>Obligatoire</b>
2	N/A	Licence commerciale valide	Veillez fournir une copie de votre licence commerciale valide. <b>Obligatoire</b>
3	N/A	Certificat d'immatriculation fiscale valide	Veillez fournir une copie de votre certificat d'immatriculation fiscale valide. <b>Obligatoire</b>
4	N/A	Certificat valide du ministère des Transports	Veillez soumettre une copie du certificat valide délivré par le ministère des Transports, accompagné de la liste des véhicules. <b>Obligatoire</b>
5	N/A	Insurance Certificat	Veillez fournir une copie de l'attestation d'assurance responsabilité civile de tous les camions. <b>Obligatoire</b>
6	N/A	Plan de localisation de Entreprise	Fournir un plan de localisation de L'Entreprise <b>Obligatoire</b>
7	N/A	Cautionnement de soumission	Veillez soumettre un ordre de paiement d'un montant de 1 650 000 CFA au nom de Catholic Relief Services. Pour une soumission électronique, une copie numérisée de l'ordre de paiement doit être jointe à la proposition technique. <b>Obligatoire</b>
8	N/A	Soumission des offres	Les offres doivent être soumises au plus tard à la date et à l'heure de clôture. <b>Obligatoire</b>

### 8.2 Évaluation technique

Pour être techniquement acceptable, l'offre doit satisfaire aux critères ci-dessous. Toute offre non conforme aux critères techniques sera rejetée. **L'obtention d'un score inférieur à 60 % entraînera la disqualification du soumissionnaire et son exclusion de la suite du processus d'évaluation.**

10 = Nettement supérieur aux exigences

7 = Légèrement supérieur aux exigences

5 = Conforme aux exigences

4 = Légèrement inférieur aux exigences

1 = Non conforme aux exigences

S/N	Critères	Points (1-10)	Total
<b>1</b>	<b>Réponse Technique</b>		
1.1	Réponse technique du soumissionnaire à l'appel d'offres, notamment aux termes de référence figurant à l'annexe D (Étendue des travaux). Liste des tâches à réaliser dans le cadre des prestations. Compréhension générale du soumissionnaire quant aux services demandés. Profil de l'entreprise.  10 = CONFORME AUX EXIGENCES 1 = NON CONFORME AUX EXIGENCES	1-10	10%
<b>2</b>	<b>Expérience</b>		
2.1	Expérience professionnelle similaire d'au moins 3 ans au service d'organisations internationales/nationales, d'ambassades, d'agences gouvernementales, d'entreprises privées et multinationales.  Sept ans et plus = 10 Cinq à six ans = 7 Trois à quatre ans = 5 Un à deux ans = 4 Moins d'un an = 1	1-10	30%
<b>3</b>	<b>Capacité Financière</b>		
3.1	Fournissez un relevé bancaire d'un an.  Moins de 20 millions de francs CFA = 1 De 20 millions à 30 millions de francs CFA = 4 De 30 millions à 40 millions de francs CFA = 5 De 40 millions à 50 millions de francs CFA = 7	1-10	10%

	Plus de 50 millions de francs CFA = 10		
<b>4</b>	<b>Couverture Géographique</b>		
4.1	Présence établie et activité commerciale enregistrée au Tchad, principalement à Abéché, Adré et N'Djamena. Cinq localités et plus = 10 Présence dans quatre localités = 7 Présence dans trois localités = 5 Présence dans deux localités = 4 Présence dans une seule localité = 1	1-10	20%
<b>5</b>	<b>Disponibilité de la flotte et des services</b>		
5.1	Fournissez un justificatif du nombre de camions immatriculés au nom commercial du soumissionnaire. 26 camions et plus = 10 21 à 25 camions = 7 16 à 20 camions = 5 11 à 15 camions = 4 Moins de 10 camions = 1	1-10	20 %
<b>6</b>	<b>References passées</b>		
6.1	Au moins trois (3) lettres de recommandation d'autres ONG internationales, d'agences des Nations Unies, du secteur public, d'entreprises multinationales, etc. Sept et plus = 10 Cinq à six = 7 Trois à quatre = 5 Une à deux = 4 Aucune référence = 1	1-10	10 %
	<b>TOTAL</b>		<b>100%</b>

### 8.3 Proposition financière

La proposition financière inclura tous les coûts liés à la prestation, tels que définis dans le Cahier des charges (Annexe D) et la Proposition financière (Annexe 1). Aucun profit, honoraires, taxe ou frais supplémentaires ne pourra être ajouté après l'attribution du contrat. La proposition financière sera forfaitaire : le prix comprendra tous les coûts associés à la mission, la TVA, les taxes routières, etc. Toutes les informations financières devront être exprimées en francs CFA. Le paiement sera effectué en francs CFA.

La proposition financière est valable pendant quatre-vingt-dix (90) jours calendaires.

Durant cette période, le ou les soumissionnaires sont tenus de maintenir à disposition le personnel qualifié nécessaire à la mission. CRS mettra tout en œuvre pour finaliser les négociations et attribuer le contrat dans les délais impartis. Si CRS souhaite prolonger la validité des propositions, le ou les soumissionnaires ont le droit de refuser cette prolongation.

## **9. Négociations**

Les meilleures offres sont attendues. Le contrat sera attribué sur la base des seules offres initiales reçues. CRS se réserve toutefois le droit de demander des précisions avant l'attribution. De plus, CRS se réserve le droit d'organiser une procédure d'appel d'offres et d'en limiter le nombre afin de garantir une évaluation efficace des propositions les plus pertinentes. Les soumissionnaires les mieux notés, selon le comité d'évaluation technique, pourront être invités à soumettre leurs meilleurs prix ou leurs meilleures réponses techniques lors de cette procédure. Tout soumissionnaire ayant réussi l'évaluation technique ou satisfaisant aux critères requis est tenu d'accepter le prix du soumissionnaire le moins-disant. CRS pourra, à sa seule discrétion, demander aux soumissionnaires de présenter oralement leur offre. Le cas échéant, CRS se réserve le droit d'attribuer le contrat séparément pour chaque composante ou de ne pas l'attribuer du tout.

## **10. Contestation**

Les soumissionnaires conviennent que toute contestation relative au présent cahier des charges doit être présentée par écrit à CRS, accompagnée d'une explication détaillée de leurs préoccupations. CRS se réserve le droit de statuer définitivement sur la contestation.

## **11. ÉTENDUE DES TRAVAUX :**

L'annexe D, jointe à l'appel d'offres, décrit en détail l'étendue des travaux.

## **12. SYSTÈME D'ÉVALUATION ET DE SUIVI DES PERFORMANCES**

Le cas échéant, CRS organisera des réunions de suivi des performances avec le Fournisseur afin d'aborder les principaux points à améliorer. De plus, CRS s'engage à informer rapidement le Fournisseur de toute modification du périmètre des travaux ou de tout problème plus urgent. CRS se réserve le droit de demander le retrait de tout technicien dont les performances sont insuffisantes ou qui expose CRS à un risque inacceptable. CRS procédera à une évaluation des services rendus avant la fin de la période contractuelle.

## Annexe 1 – Proposition financière

N.B. : Il est fortement conseillé d'utiliser le formulaire de soumission de prix ci-dessous.

Chaque page doit être signée par une personne dûment habilitée et porter le cachet officiel

### LOT#1 PRIX SAISOIN SECHE

S/N	DE	A (PDP's / FDP's)	Distance	Unite de Mesure	Cout Unitaire par tonne /KM ( CFA ))
1	N'Djamena	Abéché	900	Tonne/Km	
2	N'Djamena	Adre	1,065	Tonne/Km	
3	N'Djamena	El Geneina, Darfur	1,091	Tonne/Km	
4	Abéché (Ville)	Abéché (Ville)	10	Tonne/Km	
5	Habila	Sala	24	Tonne/Km	
6	Habila	Tolos	29	Tonne/Km	
7	Habila	Tawang	26	Tonne/Km	
8	Forbranga	Hajar bagar	17	Tonne/Km	
9	Garsila	Toktoka	115	Tonne/Km	
10	Abéché	Anjekoutei,	470	Tonne/Km	
11	Anjekoutei	Toktoka	35	Tonne/Km	
12	Mukjar	Amar jadid	42	Tonne/Km	
13	Mukjar	Morlanga	75	Tonne/Km	
14	El Geneina	Gelo-Rigl Kobri	35	Tonne/Km	
15	El Geneina	Tawila	496	Tonne/Km	
16	Habila	Sawani	32	Tonne/Km	
17	Foro Baranga	Jemaza Babiker	15	Tonne/Km	
18	Foro Baranga	Tandosa	27	Tonne/Km	
19	Foro Baranga	Mangarsa	38	Tonne/Km	
20	El Geneina	Tandalti- Tandalti	50	Tonne/Km	
21	El Geneina	Tandalti Geilo	40	Tonne/Km	
22	Forbranga	Anjekoutei	6	Tonne/Km	
23	Mujkar	Artala	54	Tonne/Km	
24	Mukjar	Dambar	90	Tonne/Km	
25	Mujkar	Westani	45	Tonne/Km	
26	Abeche	Artala	511	Tonne/Km	
27	Abeche	Dambar	547	Tonne/Km	
28	Abeche	Anjekoutei	383	Tonne/Km	
29	Abeche	Tandalti-Tandalti	241	Tonne/Km	
30	Abeche	Tandalti Geilo	231	Tonne/Km	

## LOT#2 PRIX SAISON DE PLUIE

S/N	DE	A (PDP's / FDP's)	Distance	Unite de Mesure	Cout Unitaire par tonne /KM ( CFA ))
1	N'Djamena	Abéché	900	Tonne/Km	
2	N'Djamena	Adre	1,065	Tonne/Km	
3	N'Djamena	El Geneina, Darfur	1,091	Tonne/Km	
4	Abéché (Ville)	Abéché (Ville)	10	Tonne/Km	
5	Habila	Sala	24	Tonne/Km	
6	Habila	Tolos	29	Tonne/Km	
7	Habila	Tawang	26	Tonne/Km	
8	Forbranga	Hajar bagar	17	Tonne/Km	
9	Garsila	Toktoka	115	Tonne/Km	
10	Abéché	Anjekoutei,	470	Tonne/Km	
11	Anjekoutei	Toktoka	35	Tonne/Km	
12	Mukjar	Amar jadid	42	Tonne/Km	
13	Mukjar	Morlanga	75	Tonne/Km	
14	El Geneina	Gelo-Rigl Kobri	35	Tonne/Km	
15	El Geneina	Tawila	496	Tonne/Km	
16	Habila	Sawani	32	Tonne/Km	
17	Foro Baranga	Jemaza Babiker	15	Tonne/Km	
18	Foro Baranga	Tandosa	27	Tonne/Km	
19	Foro Baranga	Mangarsa	38	Tonne/Km	
20	El Geneina	Tandalti- Tandalti	50	Tonne/Km	
21	El Geneina	Tandalti Geilo	40	Tonne/Km	
22	Forbranga	Anjekoutei	6	Tonne/Km	
23	Mujkar	Artala	54	Tonne/Km	
24	Mukjar	Dambar	90	Tonne/Km	
25	Mujkar	Westani	45	Tonne/Km	
26	Abeche	Artala	511	Tonne/Km	
27	Abeche	Dambar	547	Tonne/Km	
28	Abeche	Anjekoutei	383	Tonne/Km	
29	Abeche	Tandalti-Tandalti	241	Tonne/Km	
30	Abeche	Tandalti Geilo	231	Tonne/Km	

Remarque :

1. Le prix proposé doit être conforme au format de soumission indiqué ci-dessus. À défaut, l'offre pourrait être rejetée par le comité d'appel d'offres de CRS.

2. Les prix indiqués s'appliquent également aux produits alimentaires et non alimentaires pour les lieux mentionnés et pour une capacité de camion identique.

Nom du soumissionnaire (entreprise) : \_\_\_\_\_

Nom complet de la personne autorisée : \_\_\_\_\_

Titre (Poste) : \_\_\_\_\_

Signature et cachet officiel de l'entreprise : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

## TERMES DE REFERENCES

### Services de transport routier

**Objet** : Service de transport Routier  
**Type de Contrat** : Contrat Cadre  
**Date de début de Service prévue** : 1<sup>er</sup> mai 2026

#### 1. Introduction et contexte

Catholic Relief Services soutient des centaines de projets transformateurs dans plus de 100 pays à travers le monde. Notre action ne repose pas sur une idée unique ni sur une approche standardisée ; nous adaptons nos interventions aux besoins et aux personnes que nous aidons.

Catholic Relief Services (CRS) est une organisation humanitaire et de développement internationale qui apporte une aide d'urgence et soutient la reconstruction après des conflits, auprès de plus de 14,2 millions de bénéficiaires à travers le monde. CRS a commencé à œuvrer auprès des communautés dans le besoin au Soudan en 1978. Après s'être installée dans ce qui est aujourd'hui le Soudan du Sud en 1982, l'organisation a rouvert ses bureaux au Soudan en 2004. En collaboration avec des partenaires locaux et internationaux, CRS met en œuvre des programmes d'aide humanitaire d'urgence, soutient la reconstruction des populations après les conflits et promeut la résilience à long terme.

#### 2. Objectives

Le bureau de représentation de Catholic Relief Services à N'Djamena, au Tchad, invite les entreprises qualifiées et intéressées à soumettre leurs propositions pour la fourniture de services de transport routier.

Le ou les soumissionnaires retenus seront liés par contrat pour une durée initiale d'un (1) an, renouvelable une fois pour une période supplémentaire d'un (1) an, sous réserve d'une évaluation satisfaisante de leurs performances et de la disponibilité des ressources auprès de CRS et des financements possibles. Les prix seront valables pour toute la durée du contrat.

L'accord-cadre prévoit notamment que CRS n'est pas tenu d'acquiescer un volume minimal de services dans le cadre de cet accord-cadre d'un an.

La représentation de CRS à N'Djamena, au Tchad, cherche à lancer un appel d'offres pour des services de transport routier pour le Tchad et l'Ouest du Soudan.

#### 3. Désignation d'un point focal / représentant

Le ou les soumissionnaires retenus devront désigner un ou plusieurs représentants autorisés qui assureront la coordination avec le responsable des réclamations et des commandes de service auprès de CRS.

#### 4. Étendue des travaux

Le prestataire de services agréé doit fournir les services requis par CRS. L'étendue des services comprend les éléments suivants

## Exigences relatives aux prestataires de services

1. Le prestataire de services doit être un professionnel spécialisé dans les services de transport routier, possédant une très bonne expérience antérieure, de préférence auprès d'organisations humanitaires internationales
2. Le prestataire de services est tenu de fournir les services proposés aux endroits souhaités. Les prix indiqués doivent inclure tous les frais de voirie et autres taxes applicables.
3. Le prestataire de services coordonnera et conviendra avec CRS, à l'avance, des plans de repositionnement et de distribution pendant 2 jours ouvrables, puis se mobilisera pour respecter les obligations prévues dans ces plans en ce qui concerne le bon de commande signé.
4. Tous les frais de réparation/entretien, les salaires des chauffeurs, les frais de carburant, l'assurance responsabilité civile et tous autres frais accessoires liés à l'exploitation et à l'entretien des camions utilisés pour le CRS seront à la charge du prestataire de services.
5. Tous les camions déployés doivent être couverts par une assurance responsabilité civile tous risques couvrant le véhicule, le conducteur et les passagers. En cas d'accident, de vol, etc., tous les frais qui en découlent seront à la charge du prestataire de services. CRS décline toute responsabilité.
6. Les responsabilités, droits et obligations découlant du présent contrat ne peuvent être transférés, cédés, mis en gage ou sous-traités par un prestataire de services à un autre organisme sans le consentement écrit préalable de CRS.
7. Si un camion réquisitionné n'arrive pas à l'heure et au lieu convenus, CRS se réserve le droit de faire appel à un autre fournisseur et annulera la commande après notification écrite.
8. Les chauffeurs employés par le prestataire de services doivent être en bonne santé, titulaires d'un permis de conduire valide à leur nom et parfaitement connaître les itinéraires des zones ciblées et des points de distribution finaux. Ils doivent maîtriser les langues locales, comprendre les traditions locales, être courtois, intègres, avoir une bonne hygiène de vie et être toujours munis d'un téléphone portable.
9. Le prestataire de services désignera un superviseur/interlocuteur chargé d'assurer une communication immédiate avec CRS afin de garantir la continuité des services. Ce superviseur devra être joignable 24h/24 et 7j/7 sur son téléphone personnel ou fixe professionnel pour répondre aux demandes d'intervention en cas d'urgence. Il devra également être disponible les jours fériés et les week-ends pour répondre aux besoins humanitaires de CRS.
10. En cas de comportement inapproprié ou de faute grave de la part des chauffeurs, CRS peut imposer des sanctions à l'entreprise contractante, y compris le remplacement du chauffeur. Le prestataire de services indemniserà CRS pour tout préjudice subi.
11. CRS Soudan importe ou achète localement divers produits alimentaires et articles non alimentaires destinés à être livrés dans ses entrepôts.
12. Le prestataire de services doit informer immédiatement CRS de tout obstacle survenant lors de l'exécution de la prestation et lui indiquer la solution proposée pour permettre la reprise immédiate du service.
13. Les services doivent être exécutés sans délai et dans les délais impartis par CRS.
14. Le prestataire doit disposer d'un vaste réseau d'agences sur le territoire national, idéalement en adéquation avec les implantations de CRS.
15. Le prestataire doit démontrer une solidité financière permettant d'assurer la continuité et le développement de services de transport de qualité.

16. Le prestataire s'engage à transporter les envois de CRS de manière professionnelle et à prendre toutes les précautions nécessaires pour leur conservation sous sa seule responsabilité.

17. Le prestataire assume l'entière responsabilité des envois de CRS, notamment en ce qui concerne la quantité, l'état et l'intégrité des marchandises qui lui sont confiées ou qui sont confiées à ses employés.

18. Les articles endommagés doivent être identifiés par le personnel de CRS et/ou le destinataire désigné et consignés sur le bordereau de transport, lequel doit être signé par le prestataire et CRS. Le prestataire n'est pas tenu de charger les articles endommagés, sauf demande expresse de CRS et accord du prestataire.

19. Le prestataire de services désignera un responsable financier expérimenté/un interlocuteur privilégié chargé de la communication avec CRS.

20. Le prestataire de services fournira à CRS une assistance technique afin d'éviter tout préjudice.

21. CRS se réserve le droit, à tout moment pendant la durée du contrat de services, de demander l'affectation de personnel supplémentaire ou le remplacement de tout prestataire de services désigné pour ses services de transport.

22. Le prestataire de services veillera à ce que tous les bordereaux d'expédition et bons de livraison soient dûment signés par le répartiteur et le destinataire de CRS.

23. Le prestataire de services collaborera étroitement avec le personnel de l'entrepôt CRS lors des opérations de chargement et de déchargement afin de garantir la quantité et la qualité des articles et marchandises manutentionnés.

24. Le prestataire de services sera responsable de toute perte ou dommage subi par les marchandises pendant le transport. Le chauffeur ou le représentant du prestataire attestera de la perte ou du dommage en signant le bordereau de transport ou le bon de livraison.

25. Le prestataire de services coordonnera avec CRS concernant le plan de repositionnement et de distribution et mettra à disposition des camions pour respecter les obligations contractuelles.

26. Le prestataire de services fournira des camions adaptés et des chauffeurs compétents en fonction des saisons et des conditions routières.

27. Le prestataire de services est entièrement responsable de s'assurer que les conducteurs et autres membres du personnel chargés du transport des marchandises au Tchad respectent toutes les exigences sanitaires officielles applicables en matière de lutte contre la COVID-19. Il est également entièrement responsable des retards et des coûts engendrés par le non-respect de ces réglementations par ses employés.

28. Le chargement des marchandises doit débuter dans les deux jours calendaires suivant la réception des instructions de chargement de CRS.

29. Le prestataire doit souscrire toutes les assurances nécessaires (assurance responsabilité civile) pour les véhicules transportés par camion pendant le transport. En cas d'immobilisation d'un camion pendant le transport des marchandises, un véhicule de remplacement doit être mis à disposition dans les 24 heures.

30. Une bâche de protection contre la pluie et la poussière doit être fournie pour le transport des marchandises.

31. Aucun autre chargement ne peut être mélangé aux marchandises de CRS pendant le transport. En particulier, le transport de diesel et/ou de produits chimiques est strictement interdit.

32. CRS Tchad/Soudan doit être prioritaire sur les autres clients pour l'affectation du personnel nécessaire au transport des marchandises de CRS.

33. Vous êtes responsable de toute perte de marchandises pendant le transport et vous devez rembourser à CRS la valeur des marchandises perdues, telle que déterminée par CRS selon la valeur marchande.

34. Les prix indiqués doivent inclure le chargement et le déchargement du camion.

### **Transport entre entrepôts :**

Le prestataire de services est responsable du transport de toutes les marchandises CRS entre entrepôts principaux, entre entrepôts principaux et secondaires, entre entrepôts secondaires et principaux, et entre entrepôts secondaires. Il s'assure que tous les documents nécessaires sont préparés, collectés et remis aux chauffeurs avant le départ.

### **Transport de l'entrepôt aux points de distribution finale :**

Le prestataire de services sera responsable du transport des marchandises CRS depuis l'entrepôt principal et l'entrepôt secondaire jusqu'aux points de distribution finale présélectionnés et identifiés par le personnel autorisé de CRS. Il veillera à ce que tous les bordereaux d'expédition et bons de livraison soient dûment signés par le personnel de CRS chargé de l'expédition et de la réception

### **Personnel clé:**

Le prestataire de services affectera du personnel clé dédié, c'est-à-dire du personnel désigné, comme suit : (a) le personnel clé devra avoir une expérience en gestion des transports ; (c) le personnel clé devra avoir une expérience de la prestation de services dans le contexte des opérations de secours humanitaires ; (d) tout le personnel clé devra maîtriser l'anglais, à l'oral comme à l'écrit, et avoir une expérience de travail en anglais ; et (e) le nouveau personnel clé ne sera affecté à l'exécution des services dans le cadre du contrat qu'après avoir reçu une formation adéquate dispensée par le contractant ;

#### **(1) Personnel expérimenté désigné**

a. Le prestataire de services s'assurera que le contrat sera géré par du personnel expérimenté, qui sera le principal interlocuteur de CRS pour les communications et la gestion globale du projet, et ce, pour tous les aspects du contrat.

b. Le prestataire de services désignera également du personnel expérimenté sur les sites de CRS pour gérer toutes les activités dans la zone et collaborer avec les représentants locaux de CRS afin de fournir les services contractuels suivants :

i. Gérer le personnel du projet, participer aux réunions logistiques et rendre compte au personnel désigné de CRS au niveau national.

ii. Être disponible pour les visites et les consultations avec les différentes parties prenantes, y compris, mais sans s'y limiter, CRS.

iii. Être prêt, sur demande, à fournir du personnel supplémentaire compétent et expérimenté aux points critiques de la chaîne de prestation.

### **Documentation**

Il incombera au prestataire de services d'effectuer les tâches suivantes :

1. Préparer sans délai tous les documents requis pour le dédouanement et autres documents applicables, conformément à la législation et à la réglementation du gouvernement tchadien.
2. Recueillir auprès des chauffeurs tous les bons de livraison et lettres de transport signés, comme preuve de livraison aux points de distribution finale.
3. Signer le bon de livraison pour attester de toute perte ou dommage constaté sur les marchandises transportées à destination.

### **Rapprochement et rapports**

1. Le prestataire de services doit procéder à un rapprochement final du contrat une fois son exécution terminée.
2. Le prestataire de services rapprochera tous les documents relatifs au transport des produits jusqu'à la destination indiquée dans un délai de 7 jours ouvrables suivant la livraison.
3. Le prestataire de services adoptera une approche proactive dans l'exécution du contrat, notamment en tenant à jour des registres précis et complets des retards et des congestions, en informant CRS de manière complète et rapide de toute difficulté rencontrée et en proposant des solutions alternatives pour y remédier.

### **5. Facturation et factures**

Les paiements seront effectués en USD sur le compte bancaire du prestataire de services. À défaut de compte bancaire en USD, le paiement sera effectué en SDG ou en CFA selon le taux de change USD/CFA de CRS en vigueur à la date du paiement et sur réception des factures originales, complètes et sans erreur, par virement bancaire dans un délai d'environ trente (30) jours calendaires, sans garantie. Le paiement ne sera effectué que si la prestation de services contractuelle est correctement exécutée et que les documents appropriés sont présentés (factures accompagnées du formulaire d'expédition de marchandises (CDF) et approuvés par le personnel désigné de CRS Tchad/Soudan). Toute facture soumise avant ou après la prestation de services, et qui aurait entraîné des frais inhabituels, sera rejetée ou annulée immédiatement. La valeur de la marchandise perdue ou déclarée impropre à la livraison en raison de la négligence du transporteur et/ou d'un retard de ce dernier sera automatiquement déduite de la facture, conformément au contrat signé.

### **6. Nous proposons**

Le ou les prestataires de services sélectionnés seront engagés pour une durée initiale d'un an, du **1er mai 2026 au 30 avril 2027**, et ce contrat pourra être prolongé d'un an supplémentaire en fonction des résultats de l'évaluation annuelle des performances et de la situation financière du CRS.

### **7. Comment postuler**

#### **A. Procédure d'appel d'offres**

Les prestataires de services intéressés qui possèdent les qualifications et l'expérience requises sont invités à soumettre leur proposition uniquement à l'adresse [tenders.sudan@crs.org](mailto:tenders.sudan@crs.org), en y incluant les documents suivants :

- Profil de l'entreprise
- Proposition financière (Annexe 1)
- Licence commerciale valide au Tchad
- Certificat d'immatriculation fiscale valide
- Certificat d'immatriculation valide auprès du ministère des Transports routiers
- Attestation d'assurance responsabilité civile des véhicules
- Plan de localisation de l'entreprise
- Preuve d'expérience antérieure dans un secteur d'activité similaire
- Annexe A : Demande de proposition
- Annexe B : Exemplaire signé du Code de conduite des fournisseurs CRS

- Annexe C : Conditions générales
- Annexe D : Cahier des charges

Pour toute question relative à cet appel d'offres, veuillez écrire à [sudan.rfgs@crs.org](mailto:sudan.rfgs@crs.org) ou vous rendre au bureau du CRS au Tchad :

- 1) B.P. 95 N'Djamena, Quartier Sabangali, Rue 2.018 – Tchad
- 2) Bureau du CRS à Abèche, situé en face de la mairie du 1er arrondissement d'Abèche, Avenue Maréchal Idriss Deby Itno.

La date limite de soumission des propositions est le **6 avril 2026 à 16h00**, heure normale du Tchad. Les offres soumises après cette date ne seront pas prises en compte.

#### A. Évaluation et attribution du contrat de services

CRS évaluera les propositions reçues et attribuera le contrat en fonction des qualifications et de la faisabilité financière. CRS se réserve le droit d'accepter ou de refuser toute proposition sans avoir à se justifier et n'est pas tenu de retenir l'offre la plus basse ni la plus élevée. Seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour une réunion avec le comité d'appel d'offres de CRS afin de s'assurer de leur bonne compréhension des services proposés. La sous-traitance des services est interdite.

### **8. CRS Locations**

#### **LOT#1 PRIX SAISOIN SECHE**

S/N	DE	A (PDP's / FDP's)	Distance	Unite de Mesure	Cout Unitaire par tonne /KM ( CFA ))
1	N'Djamena	Abéché	900	Tonne/Km	
2	N'Djamena	Adre	1,065	Tonne/Km	
3	N'Djamena	El Geneina, Darfur	1,091	Tonne/Km	
4	Abéché (Ville)	Abéché (Ville)	10	Tonne/Km	
5	Habila	Sala	24	Tonne/Km	
6	Habila	Tolos	29	Tonne/Km	
7	Habila	Tawang	26	Tonne/Km	
8	Forbranga	Hajar bagar	17	Tonne/Km	
9	Garsila	Toktoka	115	Tonne/Km	
10	Abéché	Anjekoutei,	470	Tonne/Km	
11	Anjekoutei	Toktoka	35	Tonne/Km	
12	Mukjar	Amar jadid	42	Tonne/Km	
13	Mukjar	Morlanga	75	Tonne/Km	
14	El Geneina	Gelo-Rigl Kobri	35	Tonne/Km	
15	El Geneina	Tawila	496	Tonne/Km	
16	Habila	Sawani	32	Tonne/Km	
17	Foro Baranga	Jemaza Babiker	15	Tonne/Km	
18	Foro Baranga	Tandosa	27	Tonne/Km	
19	Foro Baranga	Mangarsa	38	Tonne/Km	
20	El Geneina	Tandalti- Tandalti	50	Tonne/Km	
21	El Geneina	Tandalti Geilo	40	Tonne/Km	
22	Forbranga	Anjekoutei	6	Tonne/Km	

23	Mujkar	Artala	54	Tonne/Km	
24	Mukjar	Dambar	90	Tonne/Km	
25	Mujkar	Westani	45	Tonne/Km	
26	Abeche	Artala	511	Tonne/Km	
27	Abeche	Dambar	547	Tonne/Km	
28	Abeche	Anjekoutei	383	Tonne/Km	
29	Abeche	Tandalti-Tandalti	241	Tonne/Km	
30	Abeche	Tandalti Geilo	231	Tonne/Km	

**LOT#2 PRIX SAISON DE PLUIE**

S/N	DE	A (PDP's / FDP's)	Distance	Unite de Mesure	Cout Unitaire par tonne /KM ( CFA ))
1	N'Djamena	Abéché	900	Tonne/Km	
2	N'Djamena	Adre	1,065	Tonne/Km	
3	N'Djamena	El Geneina, Darfur	1,091	Tonne/Km	
4	Abéché (Ville)	Abéché (Ville)	10	Tonne/Km	
5	Habila	Sala	24	Tonne/Km	
6	Habila	Tolos	29	Tonne/Km	
7	Habila	Tawang	26	Tonne/Km	
8	Forbranga	Hajar bagar	17	Tonne/Km	
9	Garsila	Toktoka	115	Tonne/Km	
10	Abéché	Anjekoutei,	470	Tonne/Km	
11	Anjekoutei	Toktoka	35	Tonne/Km	
12	Mukjar	Amar jadid	42	Tonne/Km	
13	Mukjar	Morlanga	75	Tonne/Km	
14	El Geneina	Gelo-Rigl Kobri	35	Tonne/Km	
15	El Geneina	Tawila	496	Tonne/Km	
16	Habila	Sawani	32	Tonne/Km	
17	Foro Baranga	Jemaza Babiker	15	Tonne/Km	
18	Foro Baranga	Tandosa	27	Tonne/Km	
19	Foro Baranga	Mangarsa	38	Tonne/Km	
20	El Geneina	Tandalti- Tandalti	50	Tonne/Km	
21	El Geneina	Tandalti Geilo	40	Tonne/Km	
22	Forbranga	Anjekoutei	6	Tonne/Km	
23	Mujkar	Artala	54	Tonne/Km	
24	Mukjar	Dambar	90	Tonne/Km	
25	Mujkar	Westani	45	Tonne/Km	
26	Abeche	Artala	511	Tonne/Km	
27	Abeche	Dambar	547	Tonne/Km	
28	Abeche	Anjekoutei	383	Tonne/Km	

29	Abeche	Tandalti-Tandalti	241	Tonne/Km	
30	Abeche	Tandalti Geilo	231	Tonne/Km	

# SUPPLIER / SERVICE PROVIDER CODE OF CONDUCT

[Catholic Relief Services \(CRS\)](#) has committed to the principles of responsible sourcing and we expect our suppliers and service providers to fully follow the applicable contractual obligations to include CRS terms & conditions, local and relevant/otherwise applicable laws and to adhere to internationally recognized environmental, social, and corporate governance standards. We also expect our suppliers to implement these standards with their suppliers and subcontractors, as inspired by the [United Nations Global Compact initiative](#), the [United Nations Guiding Principles and Human Rights](#), the [International Labour Organization's Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work](#), [ETI Base Code](#), and applicable [CRS' Policies, Procedures and Standards](#).

## 1) SOCIAL

- Prohibit all forms of harassment, sexual harassment, [exploitation and abuse](#), including sexual exploitation and abuse, and [trafficking in persons](#).<sup>1</sup> All sexual activity with a child, defined as person under the age of 18 years, is considered sexual abuse regardless of local age of consent.
- Have mechanisms in place to actively prevent, address, and respond to harassment, sexual harassment, exploitation and abuse, including sexual exploitation and abuse, and trafficking in persons.
- Support the protection of internationally proclaimed human rights and prohibit forced, bonded, and involuntary labor and child labor.
- Do not recruit or employ children under the age of 15 years. Do not recruit or employ children under 18 years for work that is mentally or physically dangerous or interferes with schooling.
- Treat employees with dignity and respect and supply a workplace that is safe and hygienic, complies with national laws, and is free from discrimination on the basis of race, gender, age, religion, sexuality, culture or disability.
- Provide accessible and confidential reporting mechanisms for employees and other stakeholders to report concerns or suspicions of any forms of harassment, abuse and exploitation described above and potentially unlawful practices by management or employees.
- Commit to protecting reporters or whistleblowers from retaliation.
- Uphold the freedom of association and the right to collective bargaining as set out within applicable laws.
- Ensure wages and working hours meet national legal standards.

## 2) GOVERNANCE

- Abide by all applicable national and international trade laws and regulations including but not limited to antitrust, trade controls, and sanction regimes.
- Consider business integrity as the basis of business relationships.
- Prohibit all types of bribery, corruption, money laundering and terrorism financing
- Forbid gifts to private or public officials that aim to influence business decisions or otherwise encourage them to act contrary to their obligations.
- Respect the privacy and confidential information of all your employees and business partners as well as protect data and intellectual property from misuse.
- Have data protection and managements standards in place that address data collection, safeguarding, sanitation and disposal. The data owner is aware of the data provision terms and conditions and supplies consent as per [CRS Responsible Data Values and Principles](#)
- Implement a proper Compliance Management policy and procedure, which facilitate compliance with applicable laws, regulations, and standards.

---

<sup>1</sup> Refer to pages 6 and 7 of CRS' Policy on Safeguarding for further details on prohibited exploitative conduct, including procurement of commercial sex, employment practices, and relationships with beneficiaries that are exploitative or abusive.



### 3) ENVIRONMENT

- Follow all applicable environmental, health and safety regulations.
- Promote the safe and environmentally sound development, manufacturing, transport, use and disposal of your products.
- Ensure by using proper management policies and procedures that product quality and safety meet the applicable requirements.
- Protect your employees' and neighbors' life and health, as well as the public at large against hazards inherent in your processes and products.
- Use resources efficiently, apply energy-efficient and environmentally friendly technologies and reduce waste, as well as emissions to air, water, and soil.

Because CRS is a recipient of numerous grants or contracts provided by governmental, public, and private donors, all suppliers and service providers are hereby notified that other donor-specific compliance measures may be included in the legal instrument through which goods or services are procured.

CRS reserves the right to conduct due diligence audits or assessments to ensure your compliance and will take reasonable steps to investigate or otherwise take appropriate action to address concerns. CRS reserves the right to terminate any relationship for non-adherence to the above mention requirements.

Should you have any concerns or suspicions of any forms of harassment, abuse and exploitation described above and in CRS' Safeguarding Policy, illegal or improper conduct, CRS requires you to report through any of the following channels:

- CRS Management
- CRS Whistleblower site: <http://bit.ly/crshotline>
- Email: [alert@crs.org](mailto:alert@crs.org)
- Phone/Skype: 1-866-295-2632
- Mail: (mark "Confidential")  
Attention: General Counsel  
Catholic Relief Services  
228 W. Lexington Street  
Baltimore, MD 21201

Ensuring the principles of sustainable development in our supply chain is important to CRS. We hope that as our partner you show your commitment via compliance with your own code of conduct or company policies that embrace these standards.

In accepting business from CRS in the form of a purchase order, contract, or agreement, you are implicitly accepting your organization's roles and responsibilities outlined in this document.

# TERMS AND CONDITIONS FOR CATHOLIC RELIEF SERVICES (“CRS”) PURCHASE OF GOODS AND/OR SERVICES

1. **Acceptance and Entire Agreement.** The Purchase Order (PO), including any exhibits or attachments, these Terms and Conditions, and any written modifications or Change Orders (collectively “Contract Documents”) comprise the complete and final agreement between CRS and Vendor concerning its subject matter, and supersede all prior negotiations, proposals, representations, communications, commitments, understandings, or agreements between the Parties, either written or oral. No other agreement or quotation, Vendor acknowledgement, any document purporting to modify the Contract Documents, CRS’ failure to object to additional provisions in or attached to any invoice, acknowledgment or PO or other document submitted by Vendor (regardless of whether the Vendor’s forms indicate that the terms and conditions therein contained are controlling and cannot be varied), will be binding upon CRS unless made in writing, signed by an authorized representative of CRS’ Purchasing Department issuing the PO and made a formal attachment of the PO. Captions are inserted only for convenience and are not to be construed as part of the Contract Documents.

2. **Changes.** CRS may at any time, make changes by written Change Order within the general scope of the PO as to: items to be provided or services to be performed; method of shipment or packing; and schedule and place of delivery and/or completion of services. If any such change causes an increase or decrease in the cost of, or the time required for performance of this PO, an equitable adjustment shall be made by written amendment to this PO. Nothing shall excuse the Vendor from proceeding with the PO as changed. Vendor agrees that any Change Order accepted by CRS in writing constitutes a full and final settlement and accord and satisfaction of all effects of the change upon all aspects of the Contract Documents.

3. **Packaging.** All items shall be suitably packed, marked (each package marked with CRS’ order number, PO number and package total) and shipped in accordance with the requirements of common carriers and in a manner that will prevent damage in transit. CRS is not liable for extra charges for packing or any other expense related thereto unless stated in the PO. Vendor shall route shipment in accordance with instructions issued by CRS’ Purchasing Department. Order Number, PO Number and package numbers shall be shown on Packing Slips, Bills of Lading and invoices. Packing Slips must accompany each order. Vendor shall describe items on Bill of Lading or other shipping receipt.

#### 4. **TIME IS OF THE ESSENCE IN VENDOR’S PERFORMANCE OF THE PURCHASE ORDER.**

5. **Title.** Legal and beneficial title to, and risk of loss or damage for, each good shall transfer from Vendor to CRS upon delivery of the goods to the place of delivery indicated on the face of the PO, unless otherwise expressly noted on the face of the PO.

6. **Warranties, General.** Vendor warrants that the goods or services covered by this PO shall conform to the specifications, drawings, samples or other description furnished or specified by CRS, or furnished by Vendor and accepted by CRS, and will be

merchantable, of good material and workmanship and free from defect, latent or patent. All warranties are in addition to any other rights of CRS and shall survive inspection, delivery, acceptance and payment. Without relieving Vendor of any of its obligations under the PO, Vendor shall assign in full and without cost to CRS, all warranties from Vendor’s subcontractors that are applicable to the goods and/or services performed under the PO and deliver such assigned warranties with the goods and/or services.

**Goods.** Without excluding other warranties and in addition to any warranties expressly provided in the Contract Documents and any rights and remedies at law or in equity, Vendor expressly represents and warrants that: (1) all the goods supplied hereunder are assembled with new and original components (unless otherwise stated in PO); (2) Vendor will convey good and marketable title to each good upon delivery; and (3) for a twelve (12) month period after acceptance by CRS, each good shall meet or exceed the specifications set forth in the applicable PO, be free of defects in design materials and workmanship, and be of good and merchantable quality. Vendor shall promptly repair or replace (in CRS’ discretion) at Vendor’s cost and expense any good in breach of any of the foregoing warranties. In the event that any good is returned by CRS due to breach of warranty, Vendor shall at its sole expense, pay to have such good shipped back to Vendor regardless of current location, or reimburse CRS for the costs of such return shipping (in the sole discretion of CRS); and repair or replace (in CRS’ discretion) such good within five (5) business days after receipt of notice of breach of warranty. Each good replaced or repaired under warranty shall be further warranted as if it were a new good. Vendor further warrants that the items covered in the PO are in compliance with all applicable Federal, State and local laws, rules, regulations and directions and are free from any claim of any third parties.

**Services.** Vendor represents and warrants that all Services performed under this PO will be performed to the satisfaction of CRS in a skillful, professional and workmanlike manner and will conform to the specifications set forth in this PO. Vendor will promptly correct any nonconformities and will notify CRS in writing that any such nonconformities have been corrected.

7. **Termination.** CRS may terminate the PO or any part thereof, at anytime: (a) at its convenience and without fault of Vendor upon twenty (20) days written notice; (b) immediately in the event that Vendor fails to cure a material breach within ten (10) days after receipt of notice of breach; (c) immediately in the event that Vendor fails to make any delivery in accordance with the agreed delivery date; (d) immediately in the event Vendor is subjected to any proceedings by or against it in bankruptcy or insolvency, for appointment of a receiver or trustee, or for an assignment for the benefit of its creditors. Any notice under this Paragraph 7 shall be effective either when delivered personally to the Vendor, or five (5) days following deposit of such notice into the U.S. mail (certified mail, return receipt requested, or first class postage prepaid), facsimile (with confirmation of delivery) or overnight delivery services (with confirmation of delivery). CRS shall pay for all goods and services delivered, and/or completed and

accepted by CRS at the time of termination. Upon receipt of notice of termination, Vendor shall cease performance of any delivery of good or service under this PO.

8. **Payment.** In the absence of contrary payment terms in the PO (in which case the terms of the PO will control), the amount properly payable under the Contract Documents, will be paid by CRS within thirty (30) calendar days after receipt and acceptance of the goods and/or services by CRS and an invoice therefor provided that CRS does not dispute any part of the requested payment. Amounts paid under the PO shall be invoiced by Vendor and paid by CRS in U.S. dollars.

9. **Acceptance.** Payment for the goods and/or services described in this PO does not constitute acceptance of the goods or services. All goods and/or services are subject to CRS' inspection and rejection upon receipt of the good or completion of the service. Unless otherwise provided on the face of the PO, upon delivery of the good or completion of the service, CRS will have the right to the testing of the goods (including each component thereof) and inspection of the services performed up to forty-five (45) days after delivery of the good. CRS reserves the right to accept or reject, in whole or in part, partial or excess deliveries of goods.

10. **CRS Property.** In the event that CRS has provided to Vendor any property for the Vendor's performance under the PO, the property of CRS shall remain the property of CRS. CRS property shall be plainly marked to show it is the property of CRS and safely stored in a manner to protect such property. Vendor, in the performance under the PO, may not substitute other property to perform under the PO. Vendor may not use CRS property except in filling the requirements of this PO. CRS retains the right, in addition to other rights provided by law, to enter and remove CRS property with or without a court order. Vendor shall assume all risk of loss of CRS property and shall indemnify CRS against any and all liability for damages to property, and/or injury to or death of any person, which may arise from, be incidental to the presence of, or involve the use of CRS property, whether such damage, injury or death is caused by defects in the property, negligence in the use of or otherwise. In the event of damages to CRS property, Vendor will replace the property with an equivalent item or reimburse to CRS the value of the property, at the discretion of CRS.

11. **Assignment.** Vendor shall not assign or transfer its rights, any duties or delegate or sublet its performance or any duties hereunder, in whole or in part, without the prior written consent of CRS. Any attempted assignment without CRS' prior written consent shall be void and constitute a material breach of the Contract Documents. This Agreement shall inure to the benefit of, and be binding upon the Parties, their respective successors and permitted assigns.

12. Unless authorized by CRS in writing, the name of Catholic Relief Services-USCCB or any of its subsidiaries or affiliates will not be used in Vendor's advertising.

13. **Force Majeure.** If performance by CRS or Vendor is prevented, restricted, interfered with or delayed by reason of Force

Majeure, the Party claiming inability to perform, shall be excused from such performance to the extent of such prevention, restriction, interference or delay, provided that the Party shall use its reasonable efforts to avoid or remove such causes of nonperformance and shall continue performance whenever such causes are removed. "Force Majeure" means: acts of God; acts, regulations, orders, decrees, or laws of any government or agency thereof that are not due to or caused by any action or inaction of the Party affected; war; civil commotion; labor disturbances; epidemic; or failure of suppliers, public utilities or common carriers which in any such case are beyond the reasonable control of the Party claiming the benefit of Force Majeure. The Party affected by such Force Majeure condition shall promptly notify the other Party of the existence of such condition, its effect on the ability to perform, and its anticipated duration. In CRS' sole discretion, in the event that Vendor fails or is unable to make any delivery or deliveries of products sold and/or services performed hereunder when due, or under same conditions as when the order was placed, CRS may, upon five (5) days written notice, terminate this PO and all obligations thereunder.

14. **Records and Audit.** Vendor shall and shall ensure that its subcontractors shall, maintain a true and correct set of records according to generally accepted accounting principles for a period commencing upon the execution of the PO and expiring three years after completion of Vendor's performance under the PO, or such greater period required under applicable law. At any time during this period and upon request by CRS, Vendor shall cooperate fully with CRS and provide CRS with relevant records including proof of required licenses and permits, if applicable. CRS may inspect those records and audit Vendor's compliance with this PO on Vendor's premises during normal business hours, and may reproduce such records and retain copies. The right to audit shall include subcontractors in which goods or services are subcontracted by Vendor.

15. **Indemnification.**

a. **Intellectual Property.** Vendor agrees to defend, indemnify and hold harmless CRS, its affiliates and their respective customers, officers, directors, and employees for all damages, liabilities, losses, costs and expenses (including reasonable attorneys' fees) arising out of any and all claims that any good and/or service infringes a patent, copyright, trade secret or other intellectual property right. If such claim is made, or appears likely to be made, Vendor agrees to procure for CRS and its affiliates ownership of each good at no additional cost to CRS or its affiliates as required by the PO; or modify the good so that it becomes non-infringing, provided that substantially the same function is performed by the modified good. If CRS determines that the foregoing is not reasonably available, in addition to the foregoing obligation to indemnify and without limiting any other rights and remedies available to CRS, CRS may return the good to Vendor in exchange for a full refund of all fees and expenses paid for such good, related services and dependent goods.

b. **Breach/Negligence.** Vendor agrees to defend, indemnify and hold CRS and its affiliates and their respective officers, directors and employees harmless from and against any and all claims, damages, expenses (including reasonable attorneys' fees)

and liability arising out of: (1) Vendor's breach of the PO; and/or (2) the negligent acts or omissions or intentional wrongdoing of Vendor's employees, subcontractors or agents. In the event that the PO covers services performed on property owned by a third party, Vendor agrees to indemnify and hold harmless the property owner to the same extent it agreed to do so as to CRS.

c. CRS shall have the right, but not the obligation to control the defense or settlement of any claim or lawsuit covered by Vendor's indemnity, and at CRS' option, Vendor shall at Vendor's expense: (1) defend all actions based thereon, or (2) pay CRS all attorney's fees, consultant fees and all costs and other expenses arising from the defense and settlement thereof.

16. **Insurance.** Where applicable, Vendor agrees to procure and maintain adequate liability insurance to cover all performance under the PO at its own expense, protecting both Vendor and CRS as to any claims for bodily injury, including death, and claims for damages to property which may arise both out of and during Vendor's performance under this PO. All policies required herein shall expressly waive subrogation against CRS and its indemnities. Vendor's obligations and potential liabilities are expressly agreed and understood not to be limited by any insurance maintained or required to be maintained by Vendor.

All insurance companies must be authorized to do business in the state where the PO is to be performed, with an A.M. Best Buyer Inc., or equivalent rating of A-VIII or better or otherwise acceptable to CRS. The Policies maintained shall be primary to policies purchased and maintained by CRS, and shall provide the following insurance levels. Insurance must be for a combined single limit of not less than One Million Dollars (\$1,000,000) per occurrence. Vendor is further responsible to provide Worker's compensation insurance, payroll taxes, and unemployment insurance on behalf and for the employees engaging in the performance of this PO of not less than the minimum statutory requirements. Prior to the commencement of any work on CRS property or the property of others on behalf of CRS, Vendor shall furnish to CRS an insurance certificate that demonstrates that this coverage has been procured and will remain in force and effect until the services have been completed and accepted. Failure to maintain such insurance coverage shall constitute a material breach of the PO.

17. **Law, Forum and Language.** This Agreement shall be governed by the laws of the State of Maryland, USA, without regard to any conflict of laws provisions. The provisions of the United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods are expressly excluded from this PO. In the event of any dispute or controversy arising under or relating to the Contract Documents, or in the event any ruling, finding or other legal determination is required or desired under the Contract Documents, then both Parties agree to submit to the exclusive jurisdiction of the State and/or federal courts located within the State of Maryland. Notwithstanding the foregoing, either Party may enforce any judgment rendered in such court in any court of competent jurisdiction. In the event any action is filed in relation to the PO, the Party which does not prevail in such action shall pay the reasonable attorneys' fees and other costs and expenses,

including investigation costs, incurred by the prevailing party. The Parties have agreed to execute the PO in the English language. In the event of any dispute in connection with the PO, the English language version of the PO will control for all purposes. Any action brought under the PO shall be conducted in the English language.

18. **Waiver and Severability.** The failure by either Party to invoke or enforce any provision of the PO shall in no way be considered a waiver of such provisions or in any way affect the validity of the PO. Any PO provision that is prohibited or unenforceable in a jurisdiction shall, as to such jurisdiction be ineffective to the extent of such prohibition or unenforceability without invalidating the remaining provisions hereof; and any such prohibition or unenforceability in any jurisdiction shall not invalidate or render unenforceable such provision in any other jurisdiction.

19. **Independent Contractor Status.** At all times in the performance under the PO, Vendor shall operate as an independent contractor and not as an agent of CRS. Neither Vendor nor any subcontractor of Vendor shall be deemed to be agents, representatives or employees of CRS for any purpose whatsoever.

20. **Conformance with Laws.**

a. In the performance of the PO, Vendor at its expense, shall comply and warrant that any performance provided hereunder, work site clean-up, disposal of any waste products, as well as the packaging and transportation of any good or item for performance under the PO complies with all applicable federal, state, and local laws, rules, regulations, codes, standards and ordinances, including those promulgated by OSHA, EEOC, and EPA or any other federal, state and local authorities, and those codes and regulations set forth in the PO (Applicable Law). In the event of any conflict or inconsistency between any such Applicable Law, the Applicable Law imposing the greater obligation on the part of the Vendor shall control. Without limiting the foregoing, Vendor, and each of its subcontractors, agents and employees, shall comply with all provisions of the Foreign Corrupt Practices Act of the United States (15 U.S.C. 78dd-1 and 2) in the performance of the work, and shall not take any action that could result in CRS, or any of its affiliates becoming subject to any action, penalty, or loss of benefits under such Act.

b. **Products Free from Unsafe and Harmful Conditions.** In addition to any other representations or warranties herein made and set forth, and not in limitation thereof, the Vendor hereby certifies that at the time of delivery the products, supplies and/or equipment delivered to CRS hereunder are free from unsafe and harmful conditions and comply with all applicable federal, state and local safety and health laws. In the event a good sold to CRS does not so conform to all applicable federal, state and local safety and health laws, CRS may return the good for correction or replacement at Vendor's expense. Services performed by the Vendor that do not conform to all applicable federal, state and local safety and health laws and/or regulations must be corrected by Vendor at Vendor's expense or in the sole discretion of CRS, by CRS at Vendor's expense if the Vendor fails to make the

appropriate correction within twenty-four (24) hours of notice of such nonconformity.

c. **Products and materials containing asbestos, lead, lead-based paint, or chlorofluorocarbons** shall not be used, shipped or delivered to CRS' location, without CRS' prior, express, written authorization. The Contract Documents are not to be construed as express written authorization unless such products and materials are expressly described on the face of the PO as containing such hazardous materials. Prior to the commencement of any work under the PO, the shipment of any such goods or the use of any hazardous chemicals as defined under any regulations relating to OSHA and any applicable state regulation, Vendor shall provide CRS with Material Safety Data Sheets (MSDS) for all such products and chemicals used by Vendor on the work site, incorporated into the work, required for the installation of the Work or shipped to CRS, and Vendor agrees to advise all workers of the use of such products by Vendor in the performance under the PO.

d. **Failure to Operate Safely and Comply with Laws.** Vendor shall indemnify and hold harmless CRS for any costs and expenses CRS incurs as a result of Vendor's failure to operate safely and comply with such laws. Vendor shall promptly notify CRS of any of the following to the extent it results from or in any way is associated with the performance of the work under this PO: (1) any accident or occurrence involving damage to CRS or third-party property; (2) any illness or injury suffered by Vendor's personnel; or (3) any spills or releases of hazardous or toxic materials. Failure to comply with the requirements of this Paragraph 20 shall be a material breach of the Contract Documents.

21. **Non Discrimination in Employment.** Vendor warrants that it will not discriminate against any employee or applicant for employment because of race, religion, color, or national origin. Vendor is on notice that CRS may utilize federal funding for the purchase of the goods and/or services under the PO. Vendor is therefore, unless otherwise exempt, deemed to have assumed the obligation of compliance, and has complied with, Executive Order 11246, as amended by E.O. 11375, and as supplemented by regulations at 41 CFR part 60, as well as the Armed Services Procurement Regulations (ASPR 12-802 and 12-803) as incorporated into and amended by the Defense Acquisition Regulation (DAR). Vendor further agrees to comply with the provisions of the Rehabilitation Act of 1973, as supplemented by regulations at 20 CFR 741 *et seq.*

22. **Shipments Across National Borders.** For all Purchase Orders requiring Vendor to pass goods and/or services across national borders, Vendor represents and warrants that it shall comply with all applicable laws and regulations of the U.S., foreign countries, and international bodies regarding customs, export and import as well as other laws regarding international actions, including but not limited to the U.S. Export Administration Regulations (EAR), Country and List-Based Sanctions programs administered by the U.S. Treasury's Office of Foreign Assets Control (OFAC), the International Traffic in Arms Regulations (ITAR), and laws prohibiting bribery (such as U.S.

Foreign Corrupt Practices Act), all as may be amended from time to time. Vendor further agrees to provide, prior to the time of receipt of the good by CRS, the true and correct U.S. Export Classification Control Number (ECCN) for each good, or confirm that the good is controlled pursuant to the ITAR. Where required by the regulations, Vendor agrees to obtain the necessary export licenses from the U.S. Department of State or the U.S. Department of Commerce as appropriate. If the shipment is to be made to a person, organization or country subject to controls by OFAC, then Vendor agrees to maintain the risk of loss and to hold such shipments at no cost to CRS until it receives written authorization from CRS to make such shipments.

23. **Additional Certifications. By any affirmative act pursuant to and in furtherance of the terms of this PO, Vendor certifies, represents and/or warrants the following:**

a. **Debarment and Suspension.** Vendor certifies that neither it is nor its principals are presently excluded or disqualified from participation in this transaction by any U.S. Federal department or agency;

b. **Denied Nationals or Persons.** Vendor represents and warrants that it is not a national of or located in any country embargoed by the U.S. or on the *Specially Designated Nationals List, Denied Persons List* or any similar restricted lists maintained by the U.S.

c. **Anti-Terrorism.** U.S. Executive Orders and U.S. Law prohibit transactions with, and provision of resources and support to, individuals and organizations associated with terrorism. Vendor represents and warrants that it does not engage in or support, directly or indirectly, acts of terror. It is the legal responsibility of Contractor to ensure compliance with these orders and laws and to use reasonable efforts to ensure that it does not support or promote violence, terrorist activity or related training, or money laundering.

d. **Intellectual Property Rights of Others.** Vendor represents and warrants that neither any services nor any goods provided under the PO or on behalf of CRS shall infringe, misappropriate or otherwise violate the patent, copyright, trade secret or other intellectual property rights of any third party whatsoever, including but not limited to any U.S. or foreign Letters of Patent.

24. **Survival.** Paragraphs 6, 7, 10, 12, 14, 15, 17, 20 and 23 survive termination or expiration of the PO, in addition to any other provisions, which by their nature should or by their express terms do, survive beyond the termination or expiration of the PO.